

Premières Journées du G.R.E.S.
« *Le concept de développement en débat* »
Université Montesquieu – Bordeaux IV
16-17 Septembre 2004

Le Développement par les Libertés
Une lecture critique de *Development as Freedom* d'Amartya Sen

BERTIN Alexandre

Doctorant

abertin@u-bordeaux4.fr

Centre d'Economie du Développement

CED-IFReDE

Université Montesquieu-Bordeaux IV

PESSAC

Tel. +33(0)556 842 938

*Vivre, c'est agir selon les raisons de vivre
auxquelles l'on acquiesce et que l'on tient pour vraies.*

H. BARTOLI, *Repenser le Développement*, p.48.

I Introduction

Explosion du nombre de pauvres, écart de plus en plus important entre les pays du Nord et ceux du Sud, augmentation des inégalités au sein des pays du Sud, accroissement des discriminations envers les femmes, aggravation de la pandémie du Sida, exclusion sociale des populations les plus pauvres, les riches ne cessent de s'enrichir tandis que les pauvres ne cessent d'être de plus en plus pauvres. Le monde n'a jamais autant produit de richesse. Si l'on est passé d'une richesse par tête de 360\$¹ en 1900 à 4500\$ en 1994, le nombre de pauvres n'a cessé d'augmenter. De 1990 à 1999, le nombre de pauvres – Chine exclue – est passé de 917 Millions à 945 Millions². Les modèles de développement proposés depuis les années 50 n'ont pas réussi à répondre aux grands problèmes qui se posent aux pays en développement. Le modèle autocentré des années 50 à 70 et celui des industries industrialisantes n'ont conduit qu'au renforcement de la dépendance des pays du Sud envers les pays du Nord et leurs bailleurs de fonds. L'industrialisation de ces pays a entraîné une augmentation des coûts qui n'ont pu être couverts que par recours à l'emprunt extérieur, entraînant inévitablement la crise qui a eu lieu dans les années 80, les pays débiteurs ne pouvant rembourser. Les Institutions Financières Internationales (I.F.I.), pour permettre à chaque pays de respecter ses engagements, lancent un vaste projet économique associant austérité budgétaire, décentralisation, privatisation et démantèlement des services publics. Le but des I.F.I. est de conditionner l'octroi de prêts à la mise en place de programmes économiques respectueux des principes libéraux : permettre au marché de retrouver son rôle central dans les politiques économiques. Les donateurs ont alors un droit de regard sur toutes les politiques économiques mises en œuvre dans les pays concernés. L'objectif inavoué du Fonds Monétaire International est d'établir son

¹ En valeur 1975

² PNUD [2003]

emprise sur les marchés en développement avec l'optique d'en normaliser les économies. Les limites de ce modèle sont encore plus flagrantes que celles du modèle précédent : l'homme, nié de ces politiques, est seulement considéré comme un maillon du développement ce qui a pour conséquence une désocialisation de l'humain, un renforcement des inégalités – les plus riches s'accaparant les richesses produites par les plus pauvres – et une explosion de la pauvreté humaine et sociale.

Une question brûle alors les lèvres de beaucoup d'entre nous : le développement ne serait-il pas tout simplement un *concept alibi* créé par les nations occidentales dans l'optique d'élargir les débouchés d'une production toujours plus importante ? N'aurait-il pas été inventé dans le but de reproduire à l'échelle internationale les divisions sociales et économiques que l'on retrouve dans chaque pays ? Beaucoup d'auteurs ont opté pour l'abandon pur et simple de tout concept de développement. En effet, des auteurs comme Hassan Zaoual [2002], n'hésitent pas à affirmer que « *le développement peut se concevoir comme une « forme ramassée » de l'expérience historique des pays industrialisés* »³, et par conséquent qu'il devient logique d'imposer un modèle occidental à ces pays. De plus, en désincarnant le concept même de développement, les théoriciens n'ont eu de cesse que de l'appréhender comme s'imposant à l'homme, découlant d'une logique historique. D'autres considèrent que le développement, par sa course à toujours plus de profit et de richesse ne trouvera son salut que dans l'épuisement des ressources naturelles et à terme à la disparition de l'homme sur cette Terre. Le concept de développement durable, créé pour stigmatiser un développement économique basé sur la croissance et sur la destruction des ressources, « *n'est pas acceptable tant qu'[il] reste à l'intérieur du cadre social capitaliste qui n'a que faire des équilibres planétaires et tant qu'[il] reste à l'intérieur du cadre de pensée libéral qui ne conçoit la croissance économique que perpétuelle* »⁴. Faut-il alors tout simplement sortir du développement ? La proposition semble séduisante : au lieu de recourir à la croissance à tout prix, il serait préférable d'envisager la décroissance, une sorte de croissance à taux zéro. Séduisante mais absurde, puisque pour Jean-Marie Harribey [2004b], le refus de reconnaître un universalisme des Droits de l'Homme car relevant d'une vision occidentale entraîne, de fait, la non-reconnaissance « *de la qualité d'humain en chaque être humain* ». De plus, refuser ce concept de développement,

³ Zaoual [2002]

⁴ Harribey [2004b]

c'est refuser les droits qu'ont toutes les populations pauvres d'accéder à l'eau potable, à une santé décente ou encore à une scolarité de qualité dans la mesure où l'on considère qu'il s'agit de production donc de croissance. Ce point de vue n'est donc ni humainement acceptable ni économiquement soutenable.

Loin d'adopter cette position radicale de refus, nous proposons de nous ranger derrière les tenants d'une vision alternative qui propose de repenser le développement en des termes nouveaux. Le cadre théorique d'Amartya Sen, économiste indien prix Nobel en 1998, nous offre une vision du développement qui n'est plus axée sur la croissance et la production mais qui place l'être humain en son cœur. Le développement passe par le respect de l'être humain en tant que membre d'un territoire commun, la Terre ; il n'en est plus seulement un moyen, il en devient une fin. Comment donc penser le développement si celui-ci est orienté vers l'humain comme moyen et comme fin ? La réponse de Sen est simple, le développement humain passe par l'élargissement et le respect de toutes les libertés auxquelles chacun d'entre nous est en droit d'aspirer. Cependant, ce concept de libertés couvre une large étendue de notions et recouvre forcément le point de vue libéral standard – la liberté négative, à savoir l'absence de coercition des individus dans la mise en œuvre de leur rationalité comportementale. Sen ne rejette pas cette forme de liberté mais la dépasse largement pour l'associer à la notion de liberté positive, la liberté d'être et de faire. Cela permet à Sen de détacher le concept de développement de celui de croissance pour l'orienter vers l'élargissement de ces deux types de libertés (section II).

Toutefois, très rapidement, beaucoup de critiques vont s'abattre sur le cadre offert par Sen. Premièrement, les notions utilisées sont beaucoup trop floues : le concept de capabilité qui renvoie expressément à la notion de liberté est souvent utilisé en lieu et place du second sans forcément éclaircir le point de vue. De plus, Sen proclame la démocratie comme moyen et fin du développement sans expliciter les moyens à mettre en œuvre pour ériger constitutionnellement cette démocratie. Enfin, le dernier point obscur concerne la place que tient l'Etat dans la mise en œuvre d'un développement axé sur l'élargissement des libertés (section III).

Au-delà des critiques qui s'abattent à juste titre sur l'approche de Sen, certains auteurs ont adopté son cadre d'analyse et l'ont complété de façon à le rendre plus explicite,

notamment au sujet du développement. Martha Nussbaum puis Des Gasper ont permis, dans une certaine mesure, de rendre le développement par les libertés beaucoup plus percutant et plus opérationnalisable : Nussbaum en ancrant l'approche dans une perspective universaliste, philosophique et éthique et Gasper en réussissant une habile synthèse entre les deux points de vue précédents (section IV).

II La perspective de la liberté chez Sen

Sen, en tant qu'économiste orthodoxe à l'origine (Sen [1970]), a toujours considéré la notion de liberté comme étant le principal vecteur de développement grâce, notamment, à la latitude qu'ont les individus de choisir les modes de vie auxquels ils aspirent. Cependant, loin de se focaliser sur la liberté comme seul moyen du développement – comme les économistes dits classiques – Sen lui associe un « *rôle constitutif* » ([1999], p. 46) : la liberté est, et doit être, le but ultime du développement, les politiques économiques devant centrer leur attention sur le respect de toutes les libertés individuelles. Cette notion de liberté individuelle est essentielle chez Sen puisqu'il s'accorde avec la définition que donnait Smith [1776] en son temps : « *La liberté d'échange et de transaction constitue en elle-même, une de ces libertés élémentaires auxquelles les gens ont raison d'aspirer* » (Sen [1999a], p.16). Il s'agit donc de considérer la liberté individuelle sous une double optique : premièrement une optique orthodoxe instrumentale – qui n'est toutefois pas à négliger – et deuxièmement une vision alternative qui permet de considérer la liberté d'une façon plus riche comme l'ultime but du développement. Pour cela, Sen adopte la définition qu'offre Isaiah Berlin [1969] de la liberté : il existerait une *liberté négative* – être libéré de contraintes – et une *liberté positive* – être libre d'être et de faire. Sen associe ainsi à chaque définition le rôle qu'entretient cette liberté vis-à-vis du développement.

1) La liberté comme moyen du développement

La définition standard du développement, adoptée par les I.F.I., pourrait être résumée par la réflexion suivante : le développement doit passer par un accroissement massif de la richesse des pays c'est-à-dire par un enrichissement de leur population en vue d'augmenter la consommation et conduire à la croissance. Le seul moyen d'y parvenir

est d'encourager la croissance économique, c'est-à-dire de rendre au marché son rôle central, par le renforcement des libertés individuelles de choisir et d'entreprendre. Le modèle le mieux à même de respecter cette vision serait sans nul doute le libéralisme économique, puisque celui-ci, par la volonté de faire reculer au maximum l'intervention de l'Etat – qu'il considère comme liberticide – permettrait à tous de se réaliser en tant qu'individu libre. Ainsi, la liberté prise dans cette optique n'est utile qu'en tant que rouage au développement : faciliter la liberté individuelle permet d'accroître la croissance nécessaire au développement du pays. Toutefois, si Sen ne remet pas réellement en cause cette vision de la liberté, il n'en pose pas moins une limite fondamentale : se focaliser exclusivement sur le rôle instrumental de la liberté ne permet que de proposer un modèle de développement basé sur la croissance économique.

a) *La notion de liberté négative et le rôle de la liberté de choix*

Les économistes orthodoxes, dans la lignée de Smith, ont considéré la liberté comme le principal moyen qu'ont les hommes pour se réaliser et les sociétés pour se développer. Ils interprètent la liberté comme une *liberté négative*⁵, c'est-à-dire comme une absence d'entrave à l'accès au marché, à l'exercice par l'individu de sa pleine rationalité. Cela est souvent associé à ce que l'on peut appeler « *la liberté de marché* », c'est-à-dire celle qui prévaut lorsque le marché répond aux critères de concurrence pure et parfaite. Le marché est ainsi le lieu d'expression de la liberté d'échange et de négociation conduisant *inévitablement* à l'Optimum de Pareto. Si le marché possède cette place prépondérante dans l'analyse orthodoxe, le développement passe forcément par une amélioration de son rôle dans l'économie. En améliorant la liberté d'accéder au marché (*free market*), ce dernier permettra, grâce à des mécanismes vertueux, d'accélérer le processus de croissance de la richesse et par-là même, permettra de créer des synergies favorables au développement. Les auteurs qui ont le mieux mis en avant cet argument sont Milton et Rose Friedman dans un essai intitulé *Free to Choose : A personal Statement*⁶. S'inscrivant dans la veine libérale des années 1970, ces auteurs ont mis en avant l'idée de *laissez-faire* pour exprimer l'idée de liberté économique : théorie du

⁵ Le terme est repris à Isaiah Berlin qui définissait la liberté négative comme l'absence d'entrave à l'exercice d'un acte. Berlin [1969]

⁶ Friedman, M. et Friedman, R. [1979]

consommateur et du producteur, propriété privée contre système collectiviste, règles efficaces du marché contre monopoles étatiques, optimum parétien contre justice distributive. De plus, pour Milton Friedman, libertés politiques et libertés économiques sont intimement liées : les libertés économiques permettent de mettre la pression sur les gouvernements pour mettre en œuvre plus efficacement les libertés politiques, l'expérience historique parlant pour lui (Friedman [1982], p.9):

Historical experience speaks with a single voice on the relation between political freedom and a free market. I know of no example in time or place of a society that has been marked by a large measure of political freedom, and that has not also used something comparable to a free market to organize the bulk of economic activity.

Dans *Free to Choose*, les époux Friedman militent pour la reconnaissance de la capacité qu'a le système purement marchand à favoriser l'initiative personnelle, tout en permettant à chacun de profiter d'un maximum de libertés individuelles et des fruits de la croissance. Au total, cette liberté négative revient à rendre l'individu autonome face à ces choix, à le préserver de toute coercition étatique, pour lui permettre de mettre en œuvre sa libre initiative et de rechercher à maximiser ses richesses. Le bien-être social étant une sommation des bien-être individuels, la société ne pourra se développer que si elle accroît les richesses de chacun. On voit donc la place purement instrumentale que tient la liberté individuelle dans ce modèle orthodoxe : elle permet d'améliorer la croissance.

b) Limites et extension du concept de liberté comme moyen du développement

Cette vision du développement exclusivement basée sur la croissance entraîne la mise en place de politiques de libéralisation économique et de recul de l'Etat. L'expérience européenne des siècles derniers a encouragé son application aux pays en développement d'aujourd'hui. Cependant, loin de connaître un franc succès, ces politiques restrictives – programmes d'ajustement structurel et consensus de Washington⁷ – n'ont pas atteint le but escompté. Certes, nombre de pays sont sur la

⁷ Berr, Combarous [2004]

voie du développement mais considérer la liberté comme simple instrument cache un pan entier du développement : le développement humain.

La première limite d'un modèle axé essentiellement sur la liberté négative est le rôle que l'on fait tenir à l'individu. Celui-ci, appelé communément *homo-oeconomicus*, est un être asocial, atomisé et décharné (Walzer [1983], Sandel [1998]). En effet, il s'agit d'un agent maximisateur dont ses propres intérêts sont la seule motivation. Pour cela, il cherche à s'extraire de toutes les contraintes qui l'entourent, que celles-ci proviennent de l'Etat ou d'autres agents, en faisant valoir le respect de sa liberté négative (*freedom from*). Or, cette représentation de l'individu est très réductrice. Le modèle standard omet une caractéristique importante : l'être humain est un être charnel, relié aux autres par un tissu social, des normes et des valeurs. L'individu, loin de maximiser une fonction utilité sans tenir compte d'autrui, est contraint par tout un système de droits et obligations envers la société. La thèse de Régis Mahieu à ce sujet permet de donner un peu de chair à cet *homo oeconomicus*. Pour lui, chaque individu peut à tout moment faire valoir des droits sur autrui s'il a déjà été *obligé* envers celui-ci. L'échange social informel se situe au sein d'une communauté : « *tout individu possède ainsi un stock de droits et obligations, à un moment donné au sein de « sa » communauté* »⁸. Ainsi, l'individu n'est plus isolé, il appartient à un groupe, une communauté (Walzer [1983]).

La liberté négative est alors moins formellement un simple rouage dans l'optique de croissance qu'une institution sociale qui vient contraindre l'individu au sein de son groupe. Les questions de genre et des libertés auxquelles peuvent prétendre les femmes rejoignent cette problématique. En effet, l'accroissement de la liberté négative des femmes (par exemple, faire sauter les barrières sexuelles à l'accès au marché du travail) ne signifie pas pour autant que celles-ci vont automatiquement voir leurs ressources augmenter, puisque souvent, elles n'acquièrent pas de liberté au sein du ménage, devant reverser tout ou partie de leur salaire au chef de famille. L'argument, qui veut qu'une femme soit réputée libre lorsqu'elle est libérée des contraintes physiques et morales, est fallacieux puisque comme nous le verrons plus loin, pour Sen, ce qui importe est ce que cette femme est capable d'être et de faire (Sen fait appel à la notion d'*agency*) une fois qu'elle jouit d'une plus grande liberté négative.

⁸ Mahieu [2001], p. 200.

Cependant, si Sen rejette une conception purement instrumentale de la liberté en vue du développement, il ne s'oppose pas à l'argument classique en faveur des mécanismes de marché. Dans la lignée smithienne, il reconnaît que le marché représente la *liberté basique* des individus puisque « *la liberté de participer aux échanges économiques a un rôle fondamental dans la vie sociale* »⁹ et que « *déclarer son opposition, de façon générique, aux marchés, reviendrait à peu près à postuler une opposition de principe aux conversations entre les individus* »¹⁰. Toutefois, si les mécanismes de marché répondent d'une certaine liberté, il ne faut surtout pas oublier « *les revendications du libre droit des individus à s'engager dans des transactions et des échanges* »¹¹, or cette dimension de la liberté négative a été occultée par les économistes orthodoxes concentrés sur les résultats et les conséquences plutôt que sur les libertés en elles-mêmes (Sen [1987]). Sen reconnaît également que la liberté d'accéder au marché constitue une composante du développement, puisqu'en facilitant les transactions et l'accès aux marchés, les pouvoirs publics permettent à tous d'accumuler des richesses et ainsi de participer à l'effort de développement¹².

Mais sa vision est critique car cette acceptation de la liberté négative est beaucoup trop étroite : il est nécessaire de prendre en compte d'autres valeurs et d'autres institutions qui sortent du cadre purement marchand et qui entrent dans le domaine non-monétaire. L'exemple que nous pouvons retenir ici est celui des famines. Comme Sen l'a montré au début des années 1980, les situations de famines ne sont pas exclusivement corrélées avec des situations de pénurie alimentaire. Ses études ont montré que certaines famines ont eu lieu alors que « *les greniers étaient pleins* ». L'analyse standard (appelée FAD, pour Food Availability Decline) stipule qu'une famine a lieu lorsque la quantité de nourriture disponible n'est plus suffisante pour nourrir la population. Le peuple, dans une certaine mesure, ne peut plus exprimer sa liberté de se nourrir décemment. Cependant, pour lui (Sen[1981]), d'autres paramètres sont à prendre en compte dans l'analyse de la famine, notamment les droits de contrôle que possèdent les individus sur

⁹ Sen [1999a], p.17.

¹⁰ op.cit., p.16.

¹¹ op.cit., p.36.

¹² Pour Jean-Marie Harribey, il existe un « *besoin de légitimer la liberté économique réservée aux détenteurs du capital par la liberté politique théoriquement accessible à tous* » [2004]. Ainsi, contrairement à Sen qui reconnaît la liberté de marché comme nécessité au développement, Harribey en fait un argument fallacieux, produit par le capitalisme lui-même pour justifier les politiques de privatisation et de libéralisation.

leurs dotations (*command over*). Ainsi, certains groupes souffrent de famines, non parce qu'il n'y a pas assez de nourriture pour les nourrir mais parce qu'ils ne possèdent pas les droits nécessaires pour acquérir cette nourriture, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas en mesure de transformer leurs dotations (capital physique, financier, humain et social) en panier de biens contenant la nourriture nécessaire à leur survie. La notion de liberté prend ici un autre relief, en ce sens qu'il ne s'agit plus d'un simple déni d'accès au marché mais d'une absence de contrôle de ses propres ressources.

La notion de développement renvoie à l'idée de *processus réel de décision* (Sen [1999a]) par lequel chaque individu peut choisir librement ce qu'il désire réaliser dans l'ensemble des opportunités qui lui sont offertes par la société. Pour cela, il définit cinq types de libertés instrumentales : (i) les libertés politiques, l'ensemble des libertés offertes aux individus de s'exprimer, de voter de s'opposer, de s'organiser en association, de lire une presse libre, (ii) les facilités économiques, l'ensemble des « *opportunités offertes aux individus d'utiliser les ressources économiques à des fins de consommation, de production et d'échange* »¹³, (iii) les opportunités sociales, l'ensemble des services publics disponibles permettant d'accroître la liberté de *vivre mieux*, (iv) les garanties de transparence, représentant la liberté de traiter dans les relations sociales de façon claire et licite, (v) la sécurité protectrice, l'ensemble des libertés sociales accordées aux plus vulnérables afin de leur éviter la mort. L'intérêt de l'approche est de considérer ces libertés interconnectées entre elles et se renforçant mutuellement, notamment les libertés politiques et la sécurité protectrice dans les situations de famine. Ainsi, selon Sen [1981], seul le régime démocratique permet d'éviter les famines, dans la mesure où chaque citoyen possède la liberté de mettre la pression sur le pouvoir en place pour que celui-ci respecte les droits dont chacun dispose sur ses ressources.

¹³ Sen [1999a], pp. 48-49

2) La liberté comme fin du développement

La référence explicite à la capacité¹⁴ chez Sen marque son attachement au cadre théorique qu'il a façonné depuis la fin des années 1970. En effet, tout en rejetant les modèles standards du bien-être (*welfarism*, utilitarisme ...), il s'est appliqué à mettre en place un modèle alternatif permettant d'appréhender le bien-être sous un autre prisme. S'il axe sa réflexion sur les libertés, celle-ci n'en est pas moins marquée par l'évolution permanente du concept de capacité vers celui de liberté.

a) Liberté positive et capacité

Comme nous venons de le souligner, Sen accorde une importance relative au rôle instrumental de la liberté. D'un côté, il reconnaît que la liberté possède une dimension réelle dans le développement par l'acquisition des libertés de marché, mais d'un autre côté la seule focalisation sur sa dimension instrumentale limite le champ du développement à l'aspect purement économique qu'est la croissance. En effet, un individu riche mais qui ne peut participer à la vie politique ou publique se voit privé de ses droits légitimes. Il accède librement au marché sans pour autant être libre d'exprimer ses choix et ses opinions. Lui rendre ses droits civiques et politiques devient une nécessité, une *fin*. De plus, Sen se réfère à la double définition de la liberté de Berlin : outre un premier aspect dit négatif, il existe une liberté dite positive qui renvoie à la liberté que possède les individus de vivre une vie qu'ils ont choisi de mener. Cette liberté positive constitue ce que Sen appelle *le rôle constitutif de la liberté* ou encore *la fin première du développement* (Sen [1999a]) et elle renvoie à « l'ensemble des « capacités » élémentaires, telles que la faculté d'échapper à la famine, à la malnutrition [...] »¹⁵.

L'approche par la capacité trouve ses fondements dès 1981 dans l'analyse des famines grâce aux *entitlements*. L'extension de ce modèle à partir de 1982, lui permet d'appréhender le bien-être de manière plurielle et multidimensionnelle. En effet, loin de

¹⁴ On utilisera dans cet article la notion de *capabilité* plutôt que celle de *capacité*, car la première renvoie à l'idée d'*habilité à*, la seconde étant plus connotée en français.

¹⁵ op.cit., p.46

se concentrer sur la seule *évaluation* monétaire du bien-être, l'analyse micro-économique de Sen considère que ces ressources monétaires ne sont qu'un sous-ensemble d'un ensemble beaucoup plus large qu'il appelle *fonctionnement* et que l'on peut définir comme étant toutes les choses auxquelles chacun est en droit d'aspirer ou encore les différents éléments qui constituent la vie de l'individu, en d'autres termes ses états d'être et de faire (*beings and doings*). Ces divers fonctionnements constitutifs de la vie de l'individu vont du plus simple (*se nourrir convenablement, jouir de la liberté d'échapper aux maladies évitables...*) aux plus complexes (*participer à la vie de la collectivité, jouir d'une bonne estime de soi...*) et forment dans leur totalité l'*ensemble capacité* ou « *les différentes combinaisons de fonctionnements qu'il lui est possible de mettre en œuvre* »¹⁶. Les fonctionnements permettent de rendre compte des *accomplissements* effectivement réalisés par l'individu (*achieved functionings*) puisqu'ils constituent ce qu'il *est* et ce qu'il *fait*. Cependant, dans l'ensemble capacité, tous les fonctionnements ne sont pas forcément atteints (ou réalisés). Tant qu'ils ne le sont pas, on parle de *fonctionnements potentiels* ou d'*opportunités réelles*. S'ils sont valorisés puis accomplis, on peut alors parler de *fonctionnements accomplis*. La capacité quant à elle représente *la liberté de mettre en œuvre diverses combinaisons de fonctionnements*. Elle est composée à la fois des fonctionnements accomplis mais également des fonctionnements potentiels. Ainsi, focaliser notre attention sur la capacité plutôt que sur les fonctionnements accomplis revient à se concentrer sur toutes les opportunités qui sont offertes à l'individu, notamment celles qui sont accessibles mais que l'individu préfère ne pas valoriser pour des raisons qui lui sont propres. A ce moment-là, on accorde une importance accrue au *processus de choix* de l'individu, à sa liberté de choisir. Cette différence est primordiale dans l'évaluation du bien-être individuel dans la mesure où, en termes de capacité, il existe une différence entre jeûner et mourir de faim tandis qu'en termes de fonctionnements accomplis (ou ici non accomplis), il n'existe pas de différence (les deux individus ne se nourrissent pas décemment).

Si l'ambition est d'appréhender le développement par la liberté, il est nécessaire de se focaliser sur la capacité plutôt que sur les fonctionnements. De même, pour Sen, nous ne devons pas seulement nous intéresser au bien-être (*well-being achievement*) mais

¹⁶ op.cit., p. 83

également à la liberté de bien-être (*well-being freedom*) et aux valeurs sous-jacentes. A la lecture des différents ouvrages écrits par Sen depuis 1981, on saisit rapidement le lien qui existe entre liberté positive et capacité et notamment la substitution de plus en plus évidente de la seconde par la première sans aucune forme d'explication.

b) *De la capacité aux libertés : l'évolution d'un concept*

En 1985, lorsque Sen introduit le concept de capacité il le définit déjà comme « *la liberté que possède une personne en termes de choix de fonctionnements* »¹⁷. Toutefois, à ce stade, Sen ne donne pas de définition précise de la liberté. Ce flou peut provenir du fait qu'il entend liberté comme *les différents modes de vie qu'un individu peut vouloir atteindre*. En effet, dans Commodities and Capabilities, il se concentre sur l'évaluation que chacun d'entre nous fait de sa propre vie. En remettant en cause les comparaisons interpersonnelles de bien-être, il s'appuie sur les perceptions qu'ont les individus de leur propre bien-être, tout en stipulant que chacun est *libre* de classer un état A avant un état B ou inversement sans pour autant que son évaluation soit objectivement meilleure dans un cas plutôt que dans l'autre. On peut alors parler d'une *liberté d'évaluation* de la qualité de leur vie que possèdent les individus. Nonobstant, l'importance de la liberté se dessine au travers de la notion d'*avantage (advantage)*. Sen distingue deux approches concernant l'évaluation de la qualité de la vie des individus : le bien-être standard défini comme la maximisation de la satisfaction de désirs (*well-being*) et ce qu'il nomme avantage, défini comme les opportunités réelles dont profite un individu par rapport à un autre. Il ajoute (Sen [1985], p. 3) :

'Advantage' refers to the real opportunities that the person has, especially compared with others. The opportunities are not judged only by the results achieved, and therefore not just by the level of well-being achieved. It is possible for a person to have genuine advantage and still 'muff' them. Or to sacrifice one's own well-being for other goals, and not to make full use of one's freedom to achieve a high level of

¹⁷ Sen [1985], p. 9, trad. de l'auteur

well-being [...]. The freedom to achieve well-being is closer to the notion of advantage than well-being itself.

Cette notion d'avantage, beaucoup plus riche que celle de bien-être, nécessite la mise en place d'une nouvelle base informationnelle. Or, d'après Sen, il paraît évident que l'ensemble capabilité est celui qui permet de rendre compte de l'avantage de chacun. Il est une évaluation multidimensionnelle de l'avantage, chacun composant cet ensemble selon ses préférences mais aussi selon les opportunités qu'il a de choisir entre différents fonctionnements. Comme il s'agit d'une liberté de choix, l'avantage est donc ce que perçoit l'individu de sa vie en termes de libertés d'accomplir ce qu'il désire. Le bien-être pouvant alors être assimilé aux fonctionnements effectivement réalisés et constituant un sous-ensemble de l'ensemble capabilité.

A partir de cette notion d'avantage, Sen va redéfinir l'agent. Jusqu'à présent, ce dernier est perçu à travers le prisme utilitariste qui fait de lui un être rationnel qui ne cherche qu'à rendre maximum ses intérêts, sa satisfaction, son bonheur. Cet être n'est naturellement intéressé que par des considérations purement égoïstes, sans tenir compte du bien-être d'autrui. Or, cet égoïsme ne représente pas de façon fidèle les comportements humains. Il est nécessaire de considérer l'être humain comme un individu non seulement intéressé par son propre devenir mais également par celui de ses pairs. En cela, il convient d'intégrer à l'analyse deux notions sous-jacentes : la compassion et l'engagement. Si la première rejoint assez facilement la satisfaction personnelle (un individu est compatissant lorsqu'il cherche par la maximisation de l'intérêt d'autrui à maximiser sa propre satisfaction), la seconde est beaucoup plus intéressante. L'engagement représente toute une partie du comportement humain qui n'est pas pris en compte dans l'analyse classique du bien-être. Sen définit l'engagement comme un comportement qui vise à maximiser le bien-être d'autrui sans maximiser son propre bien-être, c'est-à-dire un comportement totalement désintéressé. Il s'agit de donner une nouvelle dimension à l'agent en rendant ses comportements beaucoup plus réels. En introduisant la notion d'individu en tant que fonction d'agent (*agency*), Sen tente de rendre compte de cette avancée. Cet individu en tant qu'agent peut être défini comme (Sen [1999a], p. 29) :

[...] une personne qui agit et modifie l'état des choses et dont les résultats doivent être jugés selon les objectifs et les valeurs explicitement formulés par cette personne, ce qui n'exclut pas, pour autant, de les estimer aussi en fonction d'autres critères. [Il s'agit de porter] une attention particulière au rôle d'agent que jouent les individus, considérés comme membres d'une collectivité et comme intervenants sur la scène économique, sociale et politique, que ce soit par une implication sur le marché ou une participation directe ou indirecte, individuelle et collective, dans la sphère politique ou à d'autres niveaux.

Cette définition de l'individu en tant qu'agent reprend toutes les caractéristiques que nous avons déjà vues. Il *agit et modifie* ce qu'il entreprend, il exerce une liberté d'action dont les *résultats sont jugés* à l'aune de ses propres valeurs mais aussi de celles de sa communauté. Ainsi, il est important de noter que cet individu est « déterminé » par les normes et les valeurs de sa communauté, dans laquelle il doit jouir d'une liberté individuelle tant politique que civique. On retrouve même à un niveau moindre l'argumentation en faveur de la démocratie comme moyen et fin du développement¹⁸. Le concept d'*agency* permet donc de replacer la liberté dans le cadre du développement et de l'appréhender comme une fin nécessaire à l'individu pour se réaliser en tant que citoyen.

L'évolution des termes répond également d'une « stratégie » politique¹⁹. La prééminence des droits libéraux et des libertés politiques notamment dans Development as Freedom et le rôle que tient la démocratie²⁰ dans l'approche de Sen peuvent faire penser aux lecteurs qu'il s'inscrit de plus en plus dans une veine libérale. Cependant, contrairement à Des Gasper, pour qui les récentes collaborations de Sen avec la Banque Mondiale tendent à faire évoluer la pensée économique mondiale vers le concept de liberté, nous optons pour une dérive de plus en plus libérale de l'analyse par les capacités, notamment due au flou qui règne autour de la notion de liberté.

¹⁸ Sen n'est pas à l'origine de cette vision puisque selon Marx [1843] : « La démocratie est à la fois fond et forme ».

¹⁹ Gasper [2003]

²⁰ Dans *Democracy as a Universal Value* [1999b], Sen définit un double rôle à ce système politique : une valeur universellement reconnue comme bonne mais également une valeur permettant de favoriser le développement économique.

III Limites et dépassement du modèle de Sen

Comme nous venons de le montrer, Sen se concentre énormément sur la notion de liberté. Celle-ci a peu à peu remplacé celle de capabilité. Pour autant, il ne précise que trop rarement ce qu'il entend par liberté, laissant le soin au lecteur de se faire sa propre opinion au fil de ses lectures. Ce flou autour des définitions peut laisser perplexe lors de la mise en œuvre opérationnelle d'un tel modèle. Nous allons voir à quels niveaux cette notion est à la fois trop large et pas assez explicite. Nous verrons ensuite comment certains auteurs ont réussi à pousser le modèle plus loin pour un faire un cadre d'analyse cohérent pour le développement.

1) Une notion large et trop souvent confuse

La première remarque que tout lecteur de l'ensemble de l'œuvre post-orthodoxe de Sen est en droit de faire concerne l'intérêt de la création d'un concept multidimensionnel, flou et ambigu (la capabilité) alors qu'un terme comme liberté existe depuis les philosophes grecs. En effet, dès l'origine, Sen utilise la notion de liberté pour définir la capabilité, mais cette utilisation reste peu précise. Tout au long de son œuvre, ce flou restera sa principale caractéristique. Sen, par son attachement à la liberté, aurait très bien pu rallier bon nombre de penseurs, philosophes, économistes ou anthropologues, s'il s'était contenté d'exprimer sa vision de la société avec des mots clairs et simples. Au lieu de cela, il a préféré créer une nouvelle notion compliquée et ambiguë, qui a prêté à polémiques. La seule réponse valable est que cette notion couvre un champ beaucoup plus vaste que la simple liberté au sens commun du terme, qu'elle prend en compte, non seulement sa composante négative mais également sa composante positive, et qu'elle permet d'en séparer les moyens des fins. Bref, la notion de capabilité a permis à Sen d'enrichir celle de liberté.

La seconde remarque concerne la « *sur-utilisation* » de ce concept. En effet, si l'on est attentif lors de la lecture, on remarque que *tout* passe par la liberté. Ainsi, il utilise cette notion pour caractériser à la fois l'agent (dans la notion d'*agency*), la société telle qu'elle devrait être, les rapports sociaux (Sen [1999a], p. 40), mais il en fait également

la seule valeur qui doit être partagée par tous, il en fait une valeur universelle. S'il la définit, il n'en reste pas moins qu'il n'en fait pas de description concrète. Pour lui, la capacité qu'un individu peut réaliser au cours de sa vie doit être comprise comme étant des libertés réelles. De plus, l'utilisation de ce terme conduit souvent à se concentrer sur des libertés d'être et de faire plutôt que sur ce que cette liberté d'être et de faire apporte à l'individu. Le rôle constitutif l'emporte trop souvent sur le rôle instrumental. Par exemple, Sen se contente souvent d'exprimer « *la liberté d'éviter la faim* » plutôt que de chercher à savoir ce à quoi elle conduit pour l'individu. De nombreuses confusions entre ces deux rôles sont possibles.

Enfin, un autre point qui paraît important de souligner est l'absence de distinction entre les « *bonnes libertés* » et les « *mauvaises libertés* ». Pour l'auteur, comme nous l'avons vu, plus un individu possèdera de libertés, plus celui-ci sera en mesure de profiter de sa vie. Cette vision peut paraître borgne à bien des égards. En effet, en refusant de dissocier bonnes et mauvaises libertés, Sen se contente d'affirmer que chacun a raison de valoriser les libertés qu'il *préfère*. Ainsi, il ignore tout simplement les conflits de liberté qui peuvent exister dans une société démocratique, ainsi que les cas où un individu ne valorise que des mauvaises libertés. Il faut entendre ici mauvaise liberté comme une liberté qui lorsqu'elle est exercée prive une partie de la population de libertés substantielles. Par exemple, si je décide de faire valoir ma liberté de soudoyer un fonctionnaire (selon Sen, j'ai tout à fait le droit de valoriser cette liberté si celle-ci me procure des avantages) pour obtenir une faveur, alors je vais forcément contraindre la liberté d'au moins un de mes concitoyens, qui voulait user de sa liberté pour l'obtenir selon des moyens légaux. Il est donc important de séparer bonnes et mauvaises libertés et de faire en sorte que ceux qui possèdent le pouvoir n'usent pas de ces mauvaises libertés en défaveur des plus pauvres.

Pour Sen, en démocratie, les autorités doivent faire en sorte que chaque citoyen puisse à tout moment mettre en œuvre sa qualité d'agent. Pour cela, il faut mettre en place des mécanismes incitatifs de participation au débat public. Ainsi, en dotant chacun d'un pouvoir de décision, de consultation et de contrôle mais également d'une *capacité d'initiatives*, le jeu de la démocratie permettra à tous de profiter des fruits du consensus. Le choix social résulterait alors de l'expression des attentes et souhaits de tous les membres de la communauté. La pauvreté serait donc une forme d'exclusion sociale des

processus de choix, de décision et de participation. Cependant l'auteur omet un point important : il est tout à fait possible d'inciter les plus pauvres, les exclus sociaux à participer à des réunions municipales ou de quartier mais il faut avant tout s'assurer que ces derniers possèdent une capacité essentielle : celle de « *pouvoir s'exprimer en public* », ce qui est loin d'être évident. Souvent, et les exemples tendent à le prouver, la mise en place de cette *démocratie participative* n'a pas réellement connu le succès. Les plus pauvres n'ont jamais réellement pris part à la discussion car ils n'en avaient pas formellement la liberté. Le résultat inverse peut même être obtenu : il n'est pas rare de voir les élites locales imposer leur vision de la société aux plus démunis. Le renforcement de la capacité d'initiative de chacun doit être accompagné de programmes de renforcement des fonctionnements de base (lire, écrire, participer au débat public, etc.)²¹. Or, Sen occulte complètement cette réflexion de son analyse, faisant des règles démocratiques les plus à même de lutter contre la pauvreté, sans se soucier de savoir comment les plus démunis peuvent prendre part au jeu démocratique.

Enfin, nous pouvons souligner un dernier point obscur dans l'analyse de Sen. Il s'agit, en effet, de la place de l'Etat dans la perspective du développement par les libertés. Comme nous l'avons vu, Sen insiste largement sur le régime démocratique comme support du développement. Pour autant, le cadre institutionnel, juridique et étatique n'est que très peu débattu par Sen. Quels sont les canaux de transmission de l'extension des libertés ? Sen ne répond pas à cette question de manière claire et tranchée. Le rôle de l'Etat et des services publics de santé ou d'éducation ont pour objet de créer des opportunités sociales contribuant à l'extension des fonctionnements et à l'amélioration de la qualité de la vie. Outre ces aspects d'ordre général, Sen n'entre que très rarement dans les détails des recommandations en matière politique. Cependant, il s'attache à défendre l'idée d'un service public de qualité, gageure d'un processus de développement des fonctionnements concernés. Les politiques de redistribution de revenu, même si elles ne concernent pas le développement de la capacité doivent néanmoins prévenir deux problèmes majeurs : le ciblage des populations indigentes et le contrôle des ressources. Dans ces deux cas, l'Etat doit anticiper plusieurs biais de sélection et évaluer la pertinence d'une aide monétaire ciblée, qui se doit d'être en adéquation avec les besoins réels des individus. L'Etat possède donc un rôle d'arbitre

²¹ Nous verrons à la section 2) en quoi les apports de Nussbaum et de Gaspar à ce sujet ont été importants.

dans la redistribution, mais reste avant tout une institution au même titre que le marché ou que les opportunités sociales. En ne définissant pas de rôle précis à celui-ci, Sen laisse un libre arbitre dans l'appréhension politique de son cadre analytique.

2) L'apport philosophique de Nussbaum et de Gasper

La théorie développée par Sen depuis plus de vingt ans a toujours fait l'objet d'un intérêt particulier, non seulement de la part de scientifiques convaincus de la pertinence d'un tel modèle mais également de la part de ses détracteurs les plus virulents qui ne voient en lui rien de plus qu'un ersatz de la théorie utilitariste standard. Martha Nussbaum, philosophe américaine, tout en reprenant à son compte le cadre offert par Sen, n'en est pas moins critique vis-à-vis de sa portée. Cependant, loin de se contenter d'appréhender le bien-être et le développement en termes de libertés, elle a complété l'approche avec des notions éthiques et en replongeant l'analyse dans les premiers écrits d'Aristote. En ce sens, l'approche de Nussbaum s'adresse particulièrement à un auditoire de philosophes mais l'apport est tel que de nombreux économistes ont puisé leurs inspirations dans ses écrits. Des Gasper, par exemple, en prenant appui à la fois sur l'approche de la capacité de Sen et sur celle de Nussbaum, a permis de prolonger l'analyse du développement en exprimant une conception plus précise du développement par les libertés. Nous allons dans un premier temps voir de quelle manière Nussbaum, en se basant sur la philosophie aristotélicienne, rend l'approche plus ancrée dans le réel, puis nous nous intéresserons à la façon dont Gasper a réussi à synthétiser les deux approches.

1) L'approche universaliste de Nussbaum

L'origine de l'intérêt de Martha Nussbaum pour les capacités remonte à sa collaboration avec Sen, dans les années 1980. Contrairement à celle de ce dernier, l'approche prônée par Nussbaum s'insère dans un schéma philosophique beaucoup plus prégnant. En effet, par sa formation originelle, elle propose une vision centrée sur les capacités comme cadre constitutionnel que les citoyens ont raison de réclamer. Tandis que pour Sen la capacité est l'ensemble des fonctionnements que chacun a raison de valoriser, Nussbaum a une approche beaucoup plus ensembliste du concept, considérant l'approche comme la nécessité d'offrir à tous un mode de vie souhaitable. Elle n'hésite

pas à définir le développement comme un « *projet qui offre un soubassement philosophique pour une explication des principes constitutionnels de base qui devraient être mis en œuvre par les gouvernements de toutes les nations, comme le plus strict minimum de ce que le respect de la dignité humaine nécessite* »²². En ce sens, Nussbaum va beaucoup plus loin que Sen. Cependant, si elle partage nombre de points communs avec ce dernier, elle ne s'en écarte pas pour le moins dans certains domaines. Si Sen propose son approche comme base de comparaison de la qualité de la vie (*quality of life*), Nussbaum opte pour une approche moins comparative mais beaucoup plus normative : les autorités doivent faire en sorte que chaque individu puisse jouir d'un minimum de capacités et pour cela, elle propose de les inscrire dans la Constitution des pays²³. Derrière cette notion de principes de base, Nussbaum se positionne en faveur de la réalisation d'un minimum de capacités pour chacun, ce que Sen ne prend jamais en compte. Nous verrons plus loin, dans la définition qu'offre Nussbaum des capacités, l'importance de cette notion de seuil.

Un autre point de convergence se situe au niveau de l'importance accordée aux libertés politiques mais lorsque Sen opte pour le principe rawlsien de priorité lexicale de la liberté sur les autres capacités, Nussbaum s'en détache en accordant une même valeur à toutes les capacités.

Malgré certains points de convergence, l'approche de Martha Nussbaum se détache de celle de Sen, pour l'enrichir et la rendre beaucoup moins opaque. Il est important de noter que cette approche en offrant un cadre philosophique certes solide, n'est pas formellement orientée vers l'opérationnalisation empirique. Incontestablement, elle permet d'embrasser à la fois des concepts théoriques puissants et par là-même, d'orienter les politiques socio-économiques en faveur des indigents²⁴, mais le but de Nussbaum n'est pas celui-ci.

Le point de départ de l'analyse de Martha Nussbaum est l'étude des inégalités sexuelles. Cette différence de traitement entre hommes et femmes est très rapidement apparue choquante pour cette philosophe [1995, 1999]. Elle s'est donc attachée à développer ce qu'elle a communément appelé un *féminisme universaliste* (Nussbaum

²² Nussbaum [2000]

²³ Nussbaum [2003]

²⁴ Les différentes missions qu'a accompli Martha Nussbaum en Inde ont largement permis d'enrichir sa pensée.

[2000], p.7) avec comme soubassement le respect par tous des capacités essentielles des femmes. Cette optique universaliste est radicalement normative dans la mesure où ces capacités doivent être partagées quels que soient le contexte socio-économique et politique, les groupes ethniques etc.. Pour Nussbaum ([2000] pp.34-35) :

I shall argue that certain universal norms of human capability should be central for political purposes in thinking about basic political principles that can provide the underpinning for a set of constitutional guarantees in all nations.

Elle s'inscrit ici dans la lignée aristotélicienne pour laquelle il n'existe qu'une seule liste universelle de fonctionnements permettant de constituer ce que l'on peut qualifier de vie *bien menée*. Cette universalité radicale est toutefois tempérée par le fait que ces notions peuvent admettre une multitude de spécifications selon le contexte culturel. La liste propose donc des éléments suffisamment larges pour être adaptés au contexte local, ce qui semble admis par de nombreux auteurs (Barclay [2003], Gasper [2003]). Dans sa culture universaliste, Nussbaum n'hésite pas à balayer d'un revers de main les arguments relativistes²⁵ qui lui sont régulièrement opposés. Pour elle, certes les normes et les coutumes ont leur importance et leur respect est primordial, mais nul ne peut ignorer que certains manques de capacités essentielles sont universellement partagés. De plus, l'argument selon lequel toute théorie universaliste est forcément paternaliste ne tient pas : proposer une vision universelle des capacités ne signifie pas forcément imposer à tous un seul mode de pensée, une seule façon de mener sa vie. Il s'agit de ne pas confondre universalisme avec pensée unique ou encore avec non-respect des traditions et des coutumes. Il s'agit plutôt de proposer un système de valeurs qui est partagé par tous avec le respect d'une latitude d'action et de définition de ce que l'on entend pour chacun de ses éléments. Enfin, à la décharge de Nussbaum, on peut affirmer que tout système législatif est paternaliste, même lorsqu'il recherche la préservation de chacun des citoyens de toutes les libertés auxquelles il peut prétendre. Nussbaum va beaucoup plus loin que Sen dans la défense de la liberté. Même si Sen

²⁵ Arguments qui sont : (i) culturels, notamment que chaque culture peut indépendamment de toute autre définir sa propre liste de capacités selon sa propre évolution, (ii) relatifs à la diversité, (iii) en opposition avec tout paternalisme, qui empêcherait chacun de choisir et penser pour lui-même.

fait de cette valeur une fin du développement, Martha Nussbaum l'érige en principe constitutionnel universel.

Aussi, Nussbaum adopte la terminologie adoptée par Sen tout en l'adaptant à sa propre philosophie. Là où Sen parle de capabilité Nussbaum parle de capacités. Pour Sen, la capabilité est l'ensemble des fonctionnements que chaque individu a raison de valoriser. Pour Nussbaum, la capabilité n'est autre que la liberté de réaliser un fonctionnement quelconque. Ainsi, à chaque fonctionnement correspond une seule capacité. Il ne s'agit plus d'un ensemble de fonctionnements. Cette notion prend alors beaucoup plus de corps que chez Sen, qui restait très évasif sur le contenu de l'ensemble capabilité. Nussbaum, au contraire propose différents niveaux d'analyse. Dans un premier temps, elle définit ce qu'elle appelle les *capabilités basiques*, que l'on peut définir comme les potentiels inhérents à chaque individu constituant la base nécessaire au développement de capacités plus « avancées » mais également le socle de tout jugement moral. Celles-ci sont parfois prêtes à être « utilisées », comme, par exemple, la capacité de voir et d'entendre. Plus souvent, elles ne peuvent être directement converties en fonctionnement : un nouveau-né possède en lui la capacité d'exprimer des sentiments, de prendre part à des décisions, d'émettre des jugements moraux, de s'exprimer, sans pour autant les réaliser dès la naissance. Elle introduit ensuite la notion de *capabilités internes* correspondant aux états développés de la personne qui sont des conditions suffisantes pour l'exercice des fonctions requises. A l'inverse des capacités basiques, celles-ci nécessitent une certaine maturité de l'individu pour les réaliser. Ces capacités mettent en évidence le processus de développement de l'individu. Nussbaum utilise l'exemple de la maturité sexuelle qui se développe lors de l'adolescence de la personne. On peut alors parler de capacités acquises par l'individu naturellement ou par apprentissage (comme la capacité de parler la langue maternelle), elles lui sont personnelles. Nussbaum introduit l'environnement social de l'individu grâce à la notion de *capabilités combinées*, c'est-à-dire la combinaison des capacités internes aux conditions externes nécessaires à la mise en œuvre des fonctionnements. Toutefois, il existe un lien étroit entre ces capacités combinées et les capacités internes puisque ces dernières sont conditionnées, dans leur réalisation, par la présence d'un environnement de qualité. La distinction prend de l'importance lorsque la société connaît un changement brutal dans son évolution. Enfin, parmi l'ensemble des capacités combinées, certaines sont plus

importantes que d'autres dans la réalisation d'une vie réellement humaine (*truly human*) : il s'agit des *capabilités centrales* possédant un caractère prioritaire dans leur réalisation. Ces capacités font l'objet d'un listage formel et universel. Cette liste est universelle dans la mesure où le terme utilisé est générique mais suffisamment large pour embrasser toutes les conceptions selon le contexte social, politique, historique ou économique. Cette liste peut s'énoncer ainsi²⁶ :

- La vie (*life*): être capable de vivre jusqu'au bout une vie d'une durée normale ; ne pas mourir prématurément, ou jusqu'au moment où la vie ne vaut plus la peine d'être vécue.
- La santé physique (*bodily health*) : être capable de vivre en bonne santé, incluse la santé reproductive²⁷, avec une nourriture adéquate et l'accès à un logement décent.
- Intuition, imagination et réflexion (*senses, imagination and thought*) : être capable d'utiliser ses sens, d'imaginer, de réfléchir d'une manière humaine (*truly human way*) grâce à une éducation adaptée. Pouvoir faire ses propres choix personnels en matière de religion, d'art. Pouvoir utiliser tout ce qui est en mesure de faciliter la liberté d'expression ou religieuse.
- Emotions (*emotions*) : être capable de s'attacher aux choses et aux individus, d'exprimer son amitié et son amour, de prendre soin de ceux qui l'entourent, de s'engager auprès des autres.
- Raison pratique (*practical reason*) : être capable de se forger une opinion sur le Bien et d'émettre un jugement critique sur sa vie (ce qui entraîne le respect de la liberté de conscience)
- Attachement (*affiliation*) : **A-** être capable de vivre avec les autres et pour les autres, d'exprimer de la compassion pour autrui, de développer des interactions sociales, avoir à la fois un sens de l'amitié et de la justice. **B-** avoir les bases sociales pour le respect de soi, pouvoir être traité et respecté comme un être humain. Cela entraîne le refus de discriminations sexuelles, ethniques, de caste, religieuses, etc.
- Autres espèces (*other species*) : être capable de vivre en harmonie avec le monde animal et végétal.
- Le jeu (*play*) : être capable de rire, de s'amuser...

²⁶ Cette liste est traduite par l'auteur à partir de Women and Human Development, Nussbaum [2000], pp.78-80. Elle mériterait peut-être une meilleure traduction.

²⁷ Pour une définition précise de ces termes se reporter à Nussbaum [2000], note de bas de page n°83, p.78.

- Contrôle de son environnement (*control over one's environment*) : **A-** politique : être capable de prendre part à la vie politique, d'exprimer ses choix politiques, posséder la libertés d'expression et d'opinion. **B-** matériel : pouvoir exprimer ses droits de propriété, avoir les mêmes droits de propriétés que les autres.

Il est important de noter que tous les éléments de cette liste sont, dans une certaine mesure, indépendants puisqu'on ne peut, à aucun moment, décider de renforcer telle ou telle capacité en renonçant à telle autre. Personne ne peut raisonnablement renoncer à l'intégrité de son corps pour renforcer la capacité du jeu. Néanmoins, on doit prendre en compte l'importance des interconnections existants entre elles. Il est clair que la santé physique a une influence indéniable sur la vie, ou encore que le contrôle que peuvent exercer les femmes sur leur environnement dépend du niveau de scolarisation de ces dernières.

Si certains voient en cette liste une tentative d'imposer une vision occidentale du développement, Nussbaum répond en s'appuyant à un concept rawlsien²⁸ : le consensus par recoupement (*overlapping consensus*). Cette liste résulte d'une évolution des concepts à travers le temps et l'expérience, de la discussion entre les membres de la société. Pour Nussbaum ([2000], p.76) :

By "overlapping consensus" I mean what John Rawls means: that people may sign on to this conception as the freestanding moral core of a political conception, without accepting any particular metaphysical view of the world, any particular comprehensive ethical or religious view, or even any particular of the person or of human nature. Indeed, it is to be expected that holders of different views in those areas will even interpret the moral core of the political conception to some extent differently, in keeping with their different starting points.

Il paraît clair que la discussion est essentielle dans l'élaboration de la liste. Celle-ci ne constitue pas une conception globale et compréhensive de ce que l'on entend par la vie

²⁸ Rawls [1971]

bonne mais une conception morale nécessaire à l'établissement de politiques visant à promouvoir les droits humains essentiels. L'existence d'un niveau seuil pour chacune des capacités (*threshold level of each capability*) renforce cette idée. Contrairement à Sen qui ne propose aucune notion de seuil, Nussbaum montre l'importance de ce seuil sous lequel les fonctionnements humains centraux (correspondant à la réalisation des capacités humaines centrales) ne peuvent être réalisés. Ainsi, le rôle des institutions politiques et sociales dans l'élaboration d'une Constitution respectant ces principes va dans le sens d'un renforcement de la justice sociale basée sur ces capacités centrales humaines. L'Etat doit inciter, nous dit Nussbaum, les acteurs privés à agir de telle sorte que les capacités de tous soient renforcées. Il s'agit ici d'une version libérale de l'approche par les capacités.

Tout comme Sen, Nussbaum remet en cause une vision du développement basée exclusivement sur la croissance du Produit Intérieur Brut par tête. Cette conception ne prend pas en compte l'aspect humain et propose une version normative erronée des politiques publiques. L'absence d'arrière-plan philosophique sur les concepts de base (préférence, choix, désir, utilité) amène à considérer l'humain comme un simple instrument économique dans la perspective de la croissance. Cependant, contrairement à Sen qui considère le revenu comme élément de l'ensemble capacité, Nussbaum n'accorde pas autant de place aux ressources monétaires, puisque dans sa liste de capacités centrales, ces notions sont absentes. Elle propose une vision purement philosophique de la vie humaine et du développement.

Pour elle, le développement humain passe par l'élaboration de principes constitutionnels qui respectent les Droits de l'Homme, qui résultent d'une discussion préalable, qui sont évolutifs selon les progrès de la société mais qui vont toujours dans le sens d'un respect des capacités humaines centrales. Le but du développement est de permettre à tous de mener une vie digne d'être vécue, quels que soient la société, le contexte social, économique et politique et les différentes conceptions de la vie humaine.

2) La synthèse de Gasper

Bien que l'apport de Martha Nussbaum à la théorie des capacités soit essentiel, il n'en reste pas moins que les notions abordées sont toujours aussi floues. Même si sur certains points son analyse permet de penser le développement de façon plus globale, son attachement philosophique à Aristote peut parfois prêter le flanc à controverses (notamment communautaristes et relativistes). Sa position libérale, que n'adopte pas réellement Sen, peut laisser penser que sa vision du développement est ultra-normative et, qui plus est, occidentale. La synthèse de Des Gasper peut permettre de réconcilier Sen et Nussbaum entre eux mais aussi avec leurs détracteurs, grâce à une simplification des concepts utilisés mais aussi en mettant en avant les points forts de l'approche pour le développement.

Le point de départ de Gasper est une lecture de l'œuvre de Sen, qu'il adopte comme cadre théorique mais auquel il oppose quelques limites. Tout d'abord, Gasper rejette l'argument anti-utilitariste de Sen²⁹, puisque le seul élément recevable chez Sen est qu'il se démarque nettement de l'hypothèse de maximisation de l'intérêt personnel. Pour le reste, il utilise largement les autres hypothèses dans son approche. Deuxièmement, Sen rejette un certain individualisme, or l'approche par la capacité est ultra individualiste dans la mesure où chacun cherche à réaliser des fonctionnements en vue d'une amélioration de son propre avantage. L'introduction d'éléments nouveaux tels que la compassion et l'engagement ne permettent que d'élargir la vision de l'agent en tant qu'acteur de sa vie. Cette notion d'*agency* en elle-même est trop peu explicite : certes l'individu est « appréhendé » par rapport à la liberté de choix et d'action mais Sen n'insiste pas, par la suite, sur l'importance donnée à la liberté d'agent (*agency freedom*) ni sur son rôle dans le développement humain. Ici, « action de l'agent » est entendue comme but en soi sans prendre en compte son contenu. L'absence de jugement normatif en réduit la portée. Ainsi, lorsque Sen emploie l'expression « *ce que l'individu a raison de valoriser* », il exclut, de fait, tout avis normatif sur l'action de la personne. L'individu a ainsi raison de chercher à réaliser ce qu'il valorise. Dans la continuité, se pose le problème des *mauvaises capacités*, jamais pris en compte par Sen dans sa théorie : si une personne juge que pour améliorer sa qualité de vie, il lui est

²⁹ Schmidt [2000] rejoint Gasper dans sa critique de l'anti-utilitarisme de Sen. Pour Schmidt, la critique que fait Sen est loin d'être claire et est des plus ambiguë. Il en ferait selon Schmidt un « *usage stratégique* » (p.621).

nécessaire de tuer son voisin, alors selon lui, il a raison de valoriser cette capacité puisqu'elle sera à son avantage. On voit ici la limite flagrante de cette analyse qui ne propose pas de théorie de la justice : si personne n'émet de jugement sur le contenu des capacités, elles peuvent toutes être considérées comme à l'avantage de chacun. Gasper propose alors de considérer le développement non pas comme une extension de toutes les capacités mais plutôt comme l'extension de capacités *positives*, ou encore celles qui lorsqu'elles sont réalisées n'entrent pas en conflit avec celles réalisées par autrui. Il est donc nécessaire d'opter pour une position normative vis-à-vis des capacités et pour cela Gasper prend le parti d'instaurer dans la Constitution des pays le respect de certaines capacités que l'on considère comme essentielles dans la vie des personnes. Faire des capacités un principe constitutionnel en vue du développement peut paraître extrême pour certains mais cette position rejoint celle de Nussbaum, dont il qualifie l'approche de plus éthique et qui offre une image plus réaliste de l'individu et de ses choix. Comme elle, Gasper adopte une « classification » des capacités en simplifiant sa terminologie. L'éthique de Nussbaum est trop étendue pour lui dans la mesure où elle ne se contente pas de proposer des conditions minimum de survie mais une explication complète de ce que devrait être une vie humaine pleine et épanouie (*flavourishing human life*). Gasper préfère une voie médiane en proposant des éléments minimum à la réalisation d'une existence décente mais ne reflétant pas l'étendue de la vie humaine. Il sépare les capacités en trois sous-ensembles :

- (i) les *P-Capabilities* (P pour *potential*) ; chaque personne vient au monde avec un certain potentiel de capacités. Par exemple, la marche est une capacité potentielle puisqu'à la naissance chaque enfant est destiné (normalement) à marcher dans une période de temps plus ou moins courte. Il s'agit donc d'un *état latent*³⁰ ou pour Nussbaum d'une capacité basique ou encore selon la définition de Gasper [1997], p.291 :

P-capabilities are the preliminary incomplete, personal and species « programmes », which can be extended into a more complex, complete and potentially actionable S-Capability programmes

³⁰ Gasper reprend l'expression de Crocker [1995], p. 161.

- (ii) les S-Capabilities (S pour *skills* i.e. talents) peuvent être définies comme les capacités issues du développement ou de la transformation des capacités latentes en capacités *réelles* par l'apprentissage, la formation ou encore l'expérience personnelle. Celles-ci correspondent à la capacité interne de Nussbaum. Cependant, Gasper n'adhère pas à sa terminologie car il considère à juste titre que les P-Capabilities sont également internes à chacun dans la mesure où elles sont innées.
- (iii) les O-Capabilities (O pour *options* ou opportunités) sont définies comme l'ensemble des différentes façons de vivre que chacun peut adopter, ce qui correspond chez Sen à l'ensemble des fonctionnements réalisables et chez Nussbaum aux capacités combinées. Ces O-Capabilities prennent en compte les contraintes environnementales mais aussi personnelles.

Il existe un lien entre les différentes composantes exprimant une idée de processus :



Cette classification est intéressante dans l'optique du développement à plusieurs niveaux : tout d'abord, elle permet une meilleure lisibilité du cadre théorique sous-jacent. En articulant philosophie et économie, Gasper a le mérite de clarifier les concepts sans les simplifier à outrance. En effet, lorsqu'il utilise le terme *O-Capability*, il laisse volontairement un espace pour l'évaluateur et pour le contexte local. Il ne propose pas de vision universaliste des capacités, il opte pour une conception minimale d'une vie décente. La place des libertés est également présente chez lui, puisqu'il considère que le terme capacité, en lui-même, exprime l'idée de liberté. Il évite ainsi les écueils de Sen qui remplace capacité par liberté sans pour autant éclaircir le débat.

De plus, ce processus permet aux politiques publiques d'appréhender le développement sur d'autres bases que celles purement monétaires ou en termes de croissance économique, en replaçant l'humain au centre du développement. Pour cela, les politiques peuvent agir à deux niveaux :

- (i) entre P et S, c'est-à-dire en permettant à tous de se construire personnellement en mettant en œuvre les talents, les dons. Pour cela, les gouvernements doivent favoriser l'accès à un service public d'éducation de qualité pour tous sans discriminations ethniques, raciales ou sexuelles. Ils doivent également agir au niveau des services publics de santé en mettant en œuvre des programmes de lutte contre les maladies infantiles. L'accessibilité aux services publics doit donc être au cœur des programmes de développement humain. Gasper ne propose pas de moyens spécifiques pour renforcer ces services (comme le font Sen et Nussbaum également) mais il paraît évident que l'Etat doit en assurer la provision dans un souci de justice sociale et d'équité.
- (ii) Entre S et O, en offrant les conditions adéquates à la réalisation d'une vie digne d'être vécue. Ces conditions passent par un renforcement des libertés individuelles permettant à chacun d'élargir l'éventail des options mais également de choisir librement parmi celles-ci. En cela, Gasper rejoint Nussbaum sur la nécessité d'insitutionnaliser le renforcement des capacités en tant que règle à respecter. Par contre, Nussbaum va plus loin en érigeant sa liste de capacités centrales en dogme universaliste. Pour Gasper, l'Etat doit mettre en œuvre les conditions nécessaires à l'atteinte par tous les citoyens d'un niveau minimum de O-Capabilities, qui, grâce à l'existence de boucles rétro-actives, peuvent permettre à chacun d'améliorer les S-Capabilities voire les P-Capabilities. En effet, en permettant à un individu de choisir un mode de vie parmi plusieurs, l'Etat peut, par exemple, favoriser l'éclosion des talents. Enfin, ces boucles rétro-actives permettent d'appréhender le développement comme un processus continu, non linéaire et dynamique puisque la réalisation d'une capacité aujourd'hui conduit à l'amélioration de la qualité de la vie demain.

IV Conclusion

L'écart économique et social de plus en plus important entre les pays du Nord et les pays du Sud rend-il caduque le concept même de développement ? La réponse ne saurait être positive, contrairement à ce qu'affirment certains auteurs, mais une nouvelle façon de le penser est nécessaire. Il est aujourd'hui de plus en plus évident que les modèles de

développement basés sur la croissance économique ne peuvent plus répondre aux exigences de développement, que celui-ci soit économique ou humain. Les programmes qui ont été mis en place depuis les années soixante-dix ont contribué au ralentissement des progrès engendrés par les pays en développement dans les années cinquante. Pour autant, nul ne saurait raisonnablement rejeter toute volonté de développement. L'approche prônée par Amartya Sen va dans ce sens puisque, d'une part, elle prend en compte les limites empiriques des modèles utilitaristes et libéraux et d'autre part plonge ses critiques dans les hypothèses théoriques de l'utilitarisme.

Pour cela, Sen redéfinit le rôle de la liberté dans le développement en considérant qu'à la dimension instrumentale il est indispensable d'associer un rôle constitutif. Cet enrichissement permet de placer l'être humain au cœur de la préoccupation en lui conférant une fonction d'agent, c'est-à-dire en le rendant acteur de son propre développement. Pour se faire, il définit la capabilité d'une personne comme la liberté qu'a celle-ci de choisir les différents modes de vie auxquels elle aspire. Le développement humain passe par le renforcement et l'extension de la capabilité de chaque individu. L'Etat doit donc favoriser cette extension en mettant en place des instruments comme la démocratie. Selon lui, les pays démocratiques laissent l'opportunité à chaque citoyen de choisir librement ce qu'il considère comme une vie digne d'être vécue.

Toutefois, si l'approche est séduisante, elle n'en reste pas moins très floue et l'utilisation de la notion de liberté est trop peu explicite. La philosophe Martha Nussbaum, en adoptant une optique éthique et philosophique, permet de clarifier la théorie de Sen. Contrairement à ce dernier, elle opte pour une vision universaliste et aristotélicienne des capabilités, en leur conférant un statut d'exclusivité dans la mesure où chacune de ces capabilités doit être réalisée pour que la vie de chacun d'entre nous soit épanouissante. Pour cela, Nussbaum propose d'ériger les dix capabilités en principe constitutionnel que l'Etat doit s'engager à respecter pour chaque citoyen dans les mêmes conditions d'égalité et de justice. Ainsi, le développement doit nécessairement passer par le renforcement des capabilités humaines centrales considérées comme étant celles qui permettent à l'individu de se réaliser pleinement. On peut toutefois reprocher à Nussbaum de proposer une version très, voire trop, normative du concept de capabilités, de ne prendre que trop peu en considération les composantes sociétales et contextuelles propres à chaque société tout en optant pour une vision occidentale du développement.

L'intérêt est alors de trouver une voie médiane entre l'ultra universalisme nussbaumien et le flou senien sur des concepts pourtant essentiels que sont la liberté, l'individu ou l'éthique. Pour cela, Gasper tout en acceptant le cadre théorique de Sen se range derrière l'éthique universaliste de Nussbaum en la clarifiant et en améliorant sa portée au niveau des politiques publiques de développement. Sa volonté de classer les capacités en trois catégories distinctes permet aux décideurs politiques d'agir en faveur d'un développement humain à deux niveaux distincts : au niveau de la provision de services publics de qualité pour tous (éducation et santé notamment) en vue de permettre à tous de valoriser leurs talents et leurs possibilités personnelles, puis au niveau des opportunités, en dotant les plus pauvres de moyens adéquats à la réalisation d'une vie pleine et qui mérite d'être vécue.

Toutefois, ce concept de développement par les libertés nécessite d'être plus affiné, notamment au niveau des implications des politiques économiques. Si l'ambition affichée est de renforcer le pouvoir des gouvernements, la notion même de liberté peut très rapidement basculer en faveur d'un ultra-libéralisme effréné qui en récupérant le cadre théorique des capacités peut entraîner la mise en place de programmes de privatisation et de libéralisation des services publics avec comme conséquence l'introduction d'un biais en faveur des populations les plus riches, celles qui ont les moyens de « s'offrir » une éducation et une santé de qualité. Il paraît donc nécessaire aujourd'hui de dépasser le cadre offert par Sen, qui reste, malgré tout, enfermé dans le carcan néo-classique.

Bibliographie

BARCLAY, L., 2003, *What Kind of Liberal is Martha Nussbaum?* Nordic Journal of Philosophy, Vol. 4, n°2. Philosophia Press.

BARTOLI, H., 1999, *Repenser le Développement, En finir avec la Pauvreté*. Economica. Paris.

BERLIN, I., 1969, *Four essays on liberty*, Oxford, New York ; trad. fr. *Eloge de la liberté*, Paris, Calmann-Lévy, 1988.

BERR, E., COMBARNOUS, F., 2004, *L'Impact du Consensus de Washington sur les pays en Développement : une analyse empirique*. Centre d'Economie du Développement, Université Montesquieu-Bordeaux4. Document de travail n°100.

CROCKER, D., 1995, *Functioning and Capability : the foundations of Sen's and Nussbaum's development ethics, part 2*, in Nussbaum and Glover (eds.), pp. 153-198.

FRIEDMAN, M., 1982, *Capitalism and Freedom*. University Press of Chicago. Chicago.

- FRIEDMAN, M., FRIEDMAN, R., 1979, *Free to Choose: A Personal Statement*. Harcourt Brace Jovanovich. New York.
- GASPER, D., 1997, *Sen's Capabilities Approach and Nussbaum's Capabilities Ethic*. *Journal of International development*, 9(2).
- , 2002, *Purposes, Methods and Sources for an Ethics of Human Development, Nussbaum's Capabilities Approach in Perspective*, Intervention lors de la Conférence *Justice and poverty : examinig Sen's capability approach*. 5-7 Juin 2001. St Edmund's College, New Hall, and Lucy Cavendish College. Cambridge.
- HARRIBEY, J.-M., 2004, *La Démence Sénile du Capital*, *Fragments d'économie critique*. Editions du Passant, Collection Poches de résistance. Bègles.
- , 2004b, *Quel Développement pour une société solidaire et économe ? Elément pour un débat*. In *Lignes d'ATTAC*, n°35, Avril 2004.
- MAHIEU, F.-R., 2001, *Ethique économique*. L'Harmattan. Paris.
- MARX, K., 1843, *Critique de la philosophie du droit de Hegel*, in *Œuvres*. Gallimard, La Pléiade, tome 3, p.873.
- NUSSBAUM, M., 1999, *Sex and Social Justice*, New York : Oxford University Press.
- , 2000, *Women and Human Development. The Capabilities Approach*. Cambridge: Cambridge University Press.
- , 2003, *Beyond the Social Contract: Capabilities and Global Justice*. Intervention lors du 3^{ème} Colloque sur l'Approche par les Capacités : « D'un développement viable à une liberté durable », 6-10 Septembre 2003, Université de Pavie.
- NUSSBAUM, M., SEN, A., 1993. *The Quality of Life*. Oxford: Clarendon.
- NUSSBAUM, M., GLOVER, J., 1995, *Women, Culture and Development*. Oxford:Clarendon.
- PNUD, 2003, *Rapport mondial sur le développement humain*. Economica. Paris.
- RAWLS, J., 1971, *A Theory of Justice*, The Belknap Press of Harvard University Press ; trad. fr. De Catherine Audard, *Théorie de la justice*, Editions du Seuil, 2^{ème} édition, 1997.
- SANDEL, M., 1998, *Liberalism and the Limits of Justice*. Cambridge University Press, trad. fr. J.B. Spitz, *Le Libéralisme et les Limites de la Justice*. Editions du Seuil. 1999
- SEN, A.K., 1970, *Collective Choice and Social Welfare*, San Francisco, Holden Day ; réimpr., Amsterdam, North Holland, 1979.
- , 1981, *Poverty and famines: An Essay on Entitlement and Deprivation*, Oxford, Clarendon Press.
- , 1985, *Commodities and Capabilities*, Oxford India Paperbacks, Oxford University Press (5ème édition 2000).
- , 1987, *On Ethics and Economics*, Oxford, Blackwell ; trad. fr. De Sophie Marnat, *Ethique et Economie*, Paris, PUF, 1993.
- , 1999, *Development as freedom*, A. Knopf Inc. ; trad. fr. de Michel Bessières, *Un nouveau modèle économique : développement, justice, liberté*. Paris, Odile Jacob, 2000.
- , 1999b, *Democracy as a Universal Value*. *Journal of Democracy* 10:3. National Endowment for Democracy and the Johns Hopkins University Press

SCHMIDT, C., 2000, *Sen n'est-il pas utilitariste ?* Revue d'Economie Politique, n°110 (5), sept.-oct. 2000.

SMITH, A., 1976, *An inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations* ; rééd., Londres, Home University, 1910 ; trad. fr. de Germain Garnier revue par Adolphe Blanqui, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, 2 vol., Paris, Flammarion, coll. « G.F. », 1991.

WALZER, M., 1983, *Spheres of Justice. A Defense of Pluralism and Equality*. Harper Collins Publishers. New York. Trad. fr. Pascal Engel, *Sphères de Justice, une défense du pluralisme et de l'égalité*. Edition du Seuil. Paris.

ZAOUAL, H., 2002, *Du rôle des croyances dans le développement économique*. Editions L'Harmattan. Paris.